

COMMUNIQUÉ

Sous embargo jusqu'à 10h00, le 16 février 2017

Situation des femmes détenues au Leclerc: des organisations interpellent le ministre Coiteux

Montréal, le 16 février 2017 – Un an après le transfert des femmes détenues à la Maison Tanguay vers l'Établissement de détention Leclerc, la Ligue des droits et libertés (LDL) et la Fédération de femmes du Québec (FFQ) dénoncent les problèmes de fond qui persistent et entraînent des violations inacceptables de leurs droits. Réunies ce matin devant le palais de justice de Montréal en présence de représentant-e-s de plusieurs organisations, elles pressent le ministre de la Sécurité publique de prendre les mesures nécessaires pour corriger la situation.

« L'importante mobilisation des groupes sociaux au printemps dernier a permis d'obtenir des gains concrets pour les femmes détenues au Leclerc, tels qu'un meilleur accès aux soins de santé, affirme Mélanie Sarazin, présidente de la FFQ. Toutefois, plusieurs problèmes systémiques que nous dénonçons n'ont toujours pas été réglés, dont la mixité hommes/femmes qui demeure un problème majeur, constituant aussi un frein au développement d'une philosophie et d'une expertise spécifiques à un centre de détention pour femmes. »

Les organisations déplorent aussi la culture, l'attitude et le manque de formation du personnel pour intervenir auprès de détenues femmes. Elles dénoncent également l'architecture de l'Établissement Leclerc. « On parle d'un centre de détention hautement sécuritaire, avec des barbelés, des couloirs étroits, et d'autres éléments architecturaux qui sont totalement inappropriés considérant que la population féminine qui y est détenue est peu violente, déclare Lucie Lemonde, porte-parole de la LDL. Les femmes qui y sont incarcérées doivent ainsi vivre dans un milieu très austère et restrictif, incompatible avec leurs besoins en matière de réinsertion sociale.»

Le Centre des femmes de Laval qui appuie la FFQ et la LDL dans ce dossier estime pour sa part qu'il y a beaucoup à faire pour que l'Établissement Leclerc permette aux femmes de faire le cheminement qui pourra les amener à guérir de leurs blessures et prendre leur place en société. « Considérant les impacts néfastes que la prison peut avoir sur les femmes – appauvrissement, fragilisation sur le plan de la santé mentale et physique, incitation à la criminalité, etc. -, nous questionnons son utilité et sa capacité à favoriser une justice réparatrice au sein de notre société, déclare Graciela Mateo, porte-parole du Centre. Est-ce qu'il n'y aurait pas d'autres options et ne faudrait-il pas axer nos actions sur la prévention avant tout ? »

À ce propos, les organisations invitent la population intéressée à mieux saisir les enjeux liés à la détention à lire le nouveau numéro d'À Bâbord, dont le dossier principal porte sur les prisons. Le

lancement de ce numéro aura lieu ce soir, à 17h30, à la Station Host (1494 Ontario est, Montréal).
<https://www.ababord.org/Lancement-du-numero-68>

À propos de la Ligue des droits et libertés

La LDL est un organisme à but non lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Depuis plus de 50 ans, elle milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la Charte internationale des droits de l'homme.

À propos de la Fédération des femmes du Québec

La Fédération des femmes du Québec est une organisation féministe autonome de défense collective des droits des femmes, d'éducation et d'action politique qui travaille à la transformation et à l'élimination des rapports sociaux de sexe et des rapports de domination dans toutes les sphères de la vie, en vue de favoriser le développement de la pleine autonomie de toutes les femmes et la reconnaissance véritable de l'ensemble de leur contribution à la société.

-30-

Pour informations et entrevues :

Lysiane Roch, responsable des communications
514-715-7727